

**MARCHE PUBLIC DE  
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES « BATIMENTS »  
POUR DES OPERATIONS IMMOBILIERES AU PROFIT DES SERVICES DE  
L'ÉTAT ET DE CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS SITUES EN REGION  
ILE-DE-FRANCE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

Relatif aux prestations de

**GÉOMÈTRE EXPERT**

**LOT 7**

Référence : **DAE\_2026\_PI\_execution**

## SOMMAIRE

### Table des matières

Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales.....	4
1.1 Préambule .....	4
1.2 Dispositions communes .....	5
1.2.1 - Dispositions relatives aux déplacements et à la sécurité .....	5
1.2.2 - Systèmes de rattachement des données topographiques .....	5
1.2.3 - Autocontrôle .....	5
1.3 Qualité environnementale et innovation.....	6
1.4 Prestations générales .....	7
1.4.1 Prise en charge dossier – UO GEO 1.....	7
1.4.2 Majoration pour intervention en horaire décalés et urgences – GEO MAJ 1-1 et 1-2 .....	7
Article 2 – Prestations de géomètres experts .....	7
2.1 - Réalisation de bornage / Reconnaissance de limites – UO GEO 1-1 à 1-5.....	7
2.2 - Délimitation contradictoire – UO GEO 1-6 à 1-9.....	8
2.3 - Division de propriété – UO GEO 1-10.....	8
2.4 - Conservation cadastrale et publicité foncière – UO GEO 1-11 .....	8
2.5 - Concordance cadastrale – UO GEO 1-12.....	8
2.6 - Servitudes attachées à la propriété – UO GEO 1-13 .....	9
2.7 - Recherche de parcelle cadastrale – UO GEO 1-14 .....	9
2.8 - Recherche de propriétaire de parcelle – UO GEO 1-14 .....	9
2.9 - Calcul des surfaces parcellaires – UO GEO 1-15.....	9
2.10 - Documents parcellaires – UO GEO2-1 à 2-4 .....	9
2.10.1 - Plan figuratif .....	9
2.10.2 - Réalisation de plans parcellaires.....	9
2.10.3 - Réalisation d'état parcellaire .....	10
2.11 - Document Modificatif du Parcellaire Cadastral (DMPC) – UO GEO 2-5.....	10
2.12 - Division en volumes et en copropriété – UO GEO 2-6 .....	10
2.13 - Intégration partielle / récolement de plans dans un ou des plans existants – UO GEO 2-7.....	10
2.14 - Plans de synthèse – UO GEO 2-8.....	10
Article 3 – Formats et supports des livrables .....	11
3.1 - Formats et supports informatiques .....	11
3.2 Supports papier .....	11
3.3 - Archivage des données .....	12
3.4 Processus de validation du maitre d'ouvrage .....	12
Article 4 – Prestations complémentaires (BPU) .....	12

4.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 1 (BPU) .....	12
4.2 Plans – traitement numérique – UO 2 (BPU) .....	12
Article 5 - Délais de réalisation des prestations, remise des livrables et pénalités associées.....	12

## Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les missions confiées au titulaire chargé de réaliser des prestations de géomètre expert, et d'en déterminer les conditions d'exécution ainsi que les modalités techniques de mise en œuvre.

Le titulaire prend toutes mesures nécessaires à la bonne exécution des prestations commandées, telle la reconnaissance du site à traiter et déplacements sur place, les coordonnées de tous les interlocuteurs, toutes demandes de renseignements, demandes d'autorisations administratives.

### 1.1 Préambule

L'accord-cadre a pour objet les prestations intellectuelles travaux sur des sites en Ile-de-France de : Contrôleur Technique, Coordination SPS, OPC, CSSI et conseil en SSI, Conducteur d'opération, Diagnostics, Géomètre expert et Géomètre mesurage.

Les prestataires se verront confier des missions pour la réalisation d'opérations de construction ou de réhabilitations liées au patrimoine de l'Etat et de ses Etablissements publics.

Les prestations peuvent concerner des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants :

- Logement,
- Tertiaire/commercial,
- Restauration,
- Stockage/archives,
- Laboratoire, enseignement-recherche,
- Socio-culturel,
- Equipements sportifs et de loisirs,
- Immeuble de Grande Hauteur (IGH) / Etablissement Recevant du Public (ERP) / Code du travail
- Immeubles classés ou inscrits au sens du Code du Patrimoine

Cette liste n'est pas exhaustive mais donnée à titre d'exemple.

Les projets concernés pour les réhabilitations peuvent être de plusieurs types :

- Travaux portant sur l'isolation des immeubles,
- Des investissements visant une moindre dépendance aux énergies fossiles,
- Les interventions pour améliorer le confort d'été privilégiant les travaux aux dispositifs passifs, limitant les expositions à la chaleur et en privilégiant la ventilation naturelle,
- Les travaux de gros entretien de renouvellement, la rénovation lourde des bâtiments présentant un enjeu énergétique lourde,
- Les travaux de réaménagements liés aux nouveaux modes de travail.

Sont exclus du présent accord-cadre :

- Les opérations de travaux pour des établissements pénitentiaires
- Les marchés des Etablissements soumis à des exigences de sécurité en termes d'accès et contrôle (personnels soumis à habilitation conformément à l'IGI n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale).

Le titulaire peut être amené à intervenir sur plusieurs bons de commande pendant la même période. Il met en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de respecter les délais propres à

chaque bon de commande. Les délais sont inscrits par le maître d'ouvrage dans le bon de commande (ou dans l'expression du besoin). Les délais diffèrent selon les opérations demandées par les services conducteurs.

Ces prestations peuvent s'inscrire dans le cadre d'intervention en horaires décalés et/ou urgences. Dans ce cas, le service bénéficiaire le précise dans sa commande. Celle-ci intègre une majoration telle que prévue au BPU.

## **1.2 Dispositions communes**

### **1.2.1 - Dispositions relatives aux déplacements et à la sécurité**

Le titulaire prend en charge toutes les dispositions nécessaires aux déplacements, à la logistique et à la sécurité des personnes ayant à intervenir pour son propre compte sur le terrain, sachant que les interventions sur voies devront se faire sans interruption de la circulation et sur les sites sans interruption de service.

Préalablement à toute intervention sur les voies (routes, autoroutes, voies ferrées), le titulaire doit s'informer auprès des services gestionnaires, des contraintes spécifiques auxquelles il doit se conformer (périodes d'intervention, dispositifs de sécurité, etc.). Il doit également informer les services gestionnaires des dates et périodes auxquelles il compte intervenir sur leur réseau.

Il prend également les mesures nécessaires vis-à-vis de la sécurité des tiers.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il doit mettre en évidence les principaux risques liés à l'exécution du présent accord-cadre (travaux sous circulation, appareils susceptibles d'utiliser des sources radioactives, etc.). Il précise les dispositions prises pour assurer au personnel les protections nécessaires.

Le personnel doit être équipé de baudrier de sécurité de classe II. En cas de travaux en bordure de voie circulée, une signalisation de chantier doit être mise en place conformément à la réglementation en vigueur.

Lorsqu'il doit intervenir sur un chantier en cours ou sur un site occupé, il se conforme aux prescriptions relatives à la sécurité applicables à l'opération. Le cas échéant, il doit fournir un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PSPS), ou réaliser un plan de prévention, au même titre que les autres intervenants.

En cas de non-application de ces directives, une pénalité fixée à l'article Pénalités en cas de non-respect des obligations de sécurité du CCAP sera appliquée sur la rémunération globale du titulaire.

### **1.2.2 - Systèmes de rattachement des données topographiques**

En application du décret n°2006-272 de mars 2006, et conformément à la circulaire du 10 décembre 2008 relative au nouveau système national de référence de coordonnées géographiques, il est demandé de produire l'ensemble des documents dans le nouveau référentiel géodésique en vigueur le R.G.F. 93 calculé dans le système de référence européen ETRS89 associé à l'ellipsoïde IAG.GRS 1980. En planimétrie, le système de projection choisi est, conformément à ce même décret, la projection conique conforme 9 zones applicables au département dans lequel le lever est effectué.

### **1.2.3 - Autocontrôle**

Pour chacun des relevés de points qu'il effectue, le titulaire doit réaliser une fiche d'autocontrôle (à remettre au service bénéficiaire) portant sur 10% des points relevés et qui sera jointe au dossier.

Le service bénéficiaire se réserve le droit de faire procéder à un contrôle des levers par un prestataire extérieur. En cas de non-respect des précisions demandées pour la prestation, celle-ci n'est pas réceptionnée et le contrôle est refacturé au titulaire.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité. Le titulaire accepte au titre de leur mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction.

Pour chaque opération, le titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier. Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations objets de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations faisant l'objet du présent lot. À l'occasion de chaque bon de commande, le titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations avec le service bénéficiaire, représentant de la maîtrise d'ouvrage.

### **1.3 Qualité environnementale et innovation**

Dans la limite des dispositions liées à la confidentialité de l'opération de travaux identifiée par le service bénéficiaire ; le titulaire met en œuvre les points suivants :

#### Numérique :

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

#### Reprographie :

En limitant les reprographies au strict minimum et à utiliser du papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé, suivant spécification du service bénéficiaire. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Il rend compte, à la demande de la personne publique, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;

#### Déplacement :

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules non motorisés ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique conformes aux normes en vigueur.

### **1.4 Prestations générales**

#### **1.4.1 Prise en charge dossier – UO GEO 1**

Ce prix rémunère l'ouverture du dossier et notamment tous les frais afférents à la reconnaissance du site à traiter et déplacements sur place, les frais de demande de renseignements, les demandes d'autorisations administratives ainsi que le traitement de la facturation et des frais afférents à la commande.

#### **1.4.2 Majoration pour intervention en horaire décalés et urgences – GEO MAJ 1-1 et 1-2**

En cas de prestations hors horaire du lundi au vendredi entre 8h et 18h ; les coefficients de majorations s'appliquent aux prix des prestations définies ci-dessous.

### **Article 2 – Prestations de géomètres experts**

#### **2.1 - Réalisation de bornage / Reconnaissance de limites – UO GEO 1-1 à 1-5**

La prestation ne concerne que la réalisation d'un bornage amiable, car dans le cadre d'un bornage judiciaire, seul le juge est habilité à désigner le Géomètre expert pour procéder au bornage.

Dans le cadre de l'implantation et du bornage, le géomètre doit procéder aux prestations suivantes:

- les levés nécessaires à la réalisation de la prestation,
- implantation des points projet à partir des polygonations et des listings de points. Ces prestations comprennent l'établissement et la fourniture du plan (support stable) à l'échelle définie par le service bénéficiaire, sur lequel sera figurée l'implantation des points et leurs coordonnées (x, y, z),
- matérialisation du repère de nivellement type IGN aux emplacements désignés par le service bénéficiaire,
- implantation des emprises comprenant, dans le système RGF 93 (EPSG 2154) conformément au décret n°2006-272 du 3 mars 2006 modifiant le décret n°2000-1276 du 26 décembre 2000 et d'après le plan parcellaire fourni par le service bénéficiaire, la détermination, l'implantation et la matérialisation des points d'emprise par des bornes géomètres complétées éventuellement de bornes radio,
- définition juridique et matérialisation, sur un terrain donné, des limites des propriétés privées ou publiques contiguës, appartenant, ou destinées à appartenir, à des propriétaires différents (délimitation de la propriété publique / propriété privée, délimitation de servitudes).

Définition des polygonales : Établissement et fourniture de polygonales de précision et de polygonales normales rattachées en X Y système RGF 93 (EPSG 2154) conformément au décret n°2006-272 du 3 mars 2006 modifiant le décret n°2000-1276 du 26 décembre 2000, et en Z suivant le système I.G.N. à partir des repères de nivellement IGN 69.

Les altitudes des stations observées par GNSS sont déterminées par la méthode du nivellement direct à partir des altitudes des repères de nivellement IGN 69 présents dans le secteur.

Les stations doivent être matérialisées par :

- des bornes béton réparties sur l'ensemble du lever (distance comprise entre 200 m et 400 m),
- les stations complémentaires nécessaires à la détermination de la polygonale ou au lever, doivent être des bornes OGE métal.

L'implantation des bornes béton doit être effectuée le long des voies existantes et en limite du lever, après accord du service bénéficiaire.

## **2.2 - Délimitation contradictoire – UO GEO 1-6 à 1-9**

La prestation consiste à réaliser les délimitations contradictoires entre le domaine public et les riverains. Elle a pour objet la matérialisation des limites de propriétés sur le terrain, en présence des propriétaires.

Le titulaire prend en charge notamment :

- les convocations des riverains,
- les déplacements sur le terrain,
- la détermination des limites et leur matérialisation par piquet,
- le procès-verbal d'implantation,
- le plan de délimitation final des propriétés.

## **2.3 - Division de propriété – UO GEO 1-10**

La prestation consiste à réaliser une division de propriété en vue d'obtenir plusieurs entités distinctes. Elle comprend l'étude de la faisabilité et la réalisation des différentes étapes de la division (publicité et production de documents éventuels).

## **2.4 - Conservation cadastrale et publicité foncière – UO GEO 1-11**

La prestation consiste à établir les documents de modification du parcellaire cadastral (DMPC) dans le cadre de changement de limites de propriétés, notamment par suite de divisions, lotissements ou partages.

A la demande du service bénéficiaire, le titulaire produit (préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite) un document de mise à jour du plan cadastral, en concordance avec le fichier immobilier du service de publicité foncière.

## **2.5 - Concordance cadastrale – UO GEO 1-12**



La prestation consiste à mettre en relation le cadastre actuel et les cadastres précédents, notamment le cadastre dit napoléonien, pour l'établissement d'une origine de propriété ou la recherche de servitudes.

## **2.6 - Servitudes attachées à la propriété – UO GEO 1-13**

La prestation consiste, dans les cas de mutation ou de division de propriété, à rechercher et analyser les servitudes existantes ou celles devant être créées, hors les missions d'expertise judiciaire, et uniquement pour les cas de mutation ou de division cités plus haut.

## **2.7 - Recherche de parcelle cadastrale – UO GEO 1-14**

La prestation consiste à effectuer et prendre en compte toutes les démarches nécessaires à la recherche d'une parcelle cadastrale indiquée par le service bénéficiaire.

## **2.8 - Recherche de propriétaire de parcelle – UO GEO 1-14**

La prestation consiste à effectuer et prendre en compte toutes les démarches nécessaires à la recherche du ou des propriétaires d'une parcelle donnée avec leurs coordonnées, ainsi que la nature du droit de propriété de chacun.

## **2.9 - Calcul des surfaces parcellaires – UO GEO 1-15**

La prestation consiste à effectuer le calcul d'une surface parcellaire.

## **2.10 - Documents parcellaires – UO GEO2-1 à 2-4**

### **2.10.1 - Plan figuratif**

La prestation consiste à réaliser un plan figuratif des propriétés, suivant la demande du service bénéficiaire. Il est établi à partir du plan cadastral et comprend :

- le report des limites d'emprises,
- le report de l'axe du projet,
- les numéros correspondants aux états parcellaires.

### **2.10.2 - Réalisation de plans parcellaires**

La réalisation des plans parcellaires s'inscrit exclusivement dans la réalisation subséquente ou parallèle des prestations citées ci-dessus.

La prestation consiste à réaliser un plan parcellaire établi sur support stable et comprend tous les éléments des plans cadastraux et figuratifs, avec le repérage des bornes correspondantes au listing d'implantation.

**Le plan parcellaire doit être approuvé par les services du cadastre.** Le prix du bordereau des prix unitaires tient compte des vérifications et travaux supplémentaires nécessaires à l'agrément par ce service.

Le plan parcellaire est accompagné du listing en coordonnées RGF 93 (EPSG 2154) conformément au décret n°2006-272 du 3 mars 2006 modifiant le décret n°2000-1276 du 26 décembre 2000, des points de limite d'emprise du projet et des points d'intersection entre la limite d'emprise et la limite des parcelles rencontrées ainsi que du fichier DGN correspondant.

La prestation comprend le lever et dressage des plans et documents topographiques concernant la définition des droits attachés à la propriété foncière (tels que plans de division, vente, bornage et délimitation de la propriété foncière) y compris les éventuels relevés de clôtures ou d'ouvrages en extérieur avec délimitation de propriété.

#### **2.10.3 - Réalisation d'état parcellaire**

La prestation consiste à réaliser un état parcellaire comportant notamment tous les renseignements de la matrice cadastrale avec la surface totale d'emprise et des reliquats. Ils devront faire l'objet d'un contrôle intérieur avant transmission.

Le géomètre doit, à partir du cadastre, rechercher le propriétaire réel en faisant, si besoin est, une réquisition au service de publicité foncière. Il recherche des locataires auprès du propriétaire et, à défaut, auprès de la Mutualité Sociale Agricole ou par tout autre moyen proposé au Maître d'ouvrage.

Si recherche d'un propriétaire, plus-value correspondant à l'UO GEO2-3 de l'annexe financière est à prendre en compte.

### **2.11 - Document Modificatif du Parcellaire Cadastral (DMPC) – UO GEO 2-5**

La prestation consiste à réaliser le document modificatif du parcellaire cadastral.

Son établissement comprend :

- le calcul des surfaces,
- l'obtention du visa des Services du Cadastre,
- le recueil éventuel des signatures des propriétaires autorisant la division,
- la publication et la division au service de publicité foncière.

### **2.12 - Division en volumes et en copropriété – UO GEO 2-6**

La prestation consiste à réaliser la division en volumes et en copropriétés.

Elle comprend l'identification des différents volumes composant l'ensemble immobilier complexe à l'aide de plans et coupes géo référencés en planimétrie et en altimétrie établis à partir de levés réguliers pour les bâtiments existants, ou à partir de documents fournis, et l'établissement d'un état descriptif de division en volumes.

### **2.13 - Intégration partielle / récolement de plans dans un ou des plans existants – UO GEO 2-7**

La prestation consiste à établir les plans partiels d'un bâtiment ou d'un site visant à compléter des plans préexistants, dans une optique d'intégration de ces nouveaux plans à des plans existants.

NB : La présente prestation n'est réalisable qu'après vérification commune par le titulaire et par le service bénéficiaire que les plans partiels existants peuvent bien être exploités par le titulaire, et intégrés aux nouveaux plans partiels.

### **2.14 - Plans de synthèse – UO GEO 2-8**

A partir du plan cadastral, la mission consiste à fournir un plan, et son fichier informatique correspondant, sur lequel sont matérialisées en couleurs et en graphisme les unités foncières des propriétaires de la zone définie par le service bénéficiaire. Toute unité foncière touchée par la zone est reportée entièrement.

Ce plan reflète la situation exacte des propriétaires. Sa lisibilité doit être suffisante pour permettre de décrypter les diverses indications cadastrales et la situation des bâtis.

La liste des propriétaires est donnée sous forme de fichiers Excel ou Calc (OpenOffice).

Elle comprend :

- le n° du propriétaire indiqué sur le plan,
- le nom, prénom, régime matrimonial, adresse et téléphone du propriétaire,
- le nom, prénom, adresse et téléphone de l'(des) exploitant(s) de la propriété.

Pour ce faire, il appartient au titulaire de faire les recherches nécessaires conduisant à l'identification des propriétaires et/ou ayants-droits, ainsi qu'aux droits attachés aux diverses parcelles.

## **Article 3 – Formats et supports des livrables**

### **3.1 - Formats et supports informatiques**

Les livrables seront remis en dématérialisé sur plate-forme de téléchargement sécurisée ou autre support suivant demande du bénéficiaire.

Le titulaire s'assure que les livrables sont exploitables par le service bénéficiaire et exempts de tout virus, cheval de troie, etc.

Les formats seront les suivants :

- format DWG + PDF pour les plans,
- format ODS et XLSX pour les tableaux,
- format ODT et DOCX pour les documents textes,
- format natif et IFC ifc4.(ISO 16739:2013) pour les maquettes (ou RVT sur demande expresse).

Le prix de cette prestation est compris dans les prix de base du BPU. Le cas échéant, le titulaire se fera préciser par le service bénéficiaire les formats de restitution attendus pour chaque commande.

### **3.2 Supports papier**

En supplément à la transmission dématérialisée, les livrables pourront être transmis au service bénéficiaire au format papier. Formats selon le BPU à la demande expresse du service bénéficiaire.

Les plans de formats A4 à A0 seront tracés sur papier mat blanc ou papier calque d'un grammage à minima de 90g/m2 Haute résolution 300 DPI.

Pliage au format A4.

Les chartes graphiques des documents seront précisées par le service bénéficiaire à l'établissement de chaque bon de commande (ou expression du besoin). Leurs prises en compte

ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire et leurs incidences sont réputées comprises dans les prix indiqués au BPU.

### **3.3 - Archivage des données**

Le titulaire s'engage à conserver les données acquises dans le cadre des missions relatives au présent accord-cadre pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date de remise définitive des données au service bénéficiaire.

### **3.4 Processus de validation du maitre d'ouvrage**

L'ensemble des livrables demandés au titre des missions décrites dans le présent CCTP est accepté via un ordre de service. Un même ordre de service peut accepter plusieurs livrables.

Le délai de réalisation est déterminé par le bon de commande (ou expression du besoin).

Tout manquement dans le respect de ses obligations et dans la remise des livrables suivant le calendrier prévisionnel expose le titulaire à des pénalités, telles que prévues au présent marché.

## **Article 4 – Prestations complémentaires (BPU)**

### **4.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 1 (BPU)**

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération, le maitre d'ouvrage peut faire appel au titulaire par exemple pour une expertise ou autres compléments non prévus à la grille de prix unitaires et forfaitaire.

Les coûts horaires, à la demi-journée ou à la journée mentionnés à cet effet dans le bordereau des prix ont pour unique objet de permettre au maitre d'ouvrage de commander des prestations complémentaires, non comprises dans la mission initiale, dont le montant global est forfaitaire. Il ne peut en aucun cas s'agir de procéder à la mise à disposition de personnel, ce qui constituerait un prêt illicite de main d'œuvre interdit par les articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du Code du travail.

### **4.2 Plans – traitement numérique – UO 2 (BPU)**

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération définie dans la grille forfaitaire, le maitre d'ouvrage peut faire appel au titulaire pour des traitements de plans annexe.

## **Article 5 - Délais de réalisation des prestations, remise des livrables et pénalités associées**

Le délai d'exécution de la prestation est fixé dans le bon de commande (ou expression du besoin). Il court à compter de la date d'envoi par mail du bon de commande.

Cet article fixe, en fonction de la nature des missions, les délais au plus long des remises de livrables par le titulaire, sauf accord explicite entre le maitre d'ouvrage et le titulaire mentionné dans le bon de commande (ou expression du besoin). Si les délais convenus sont plus courts que ceux indiqués ci-dessous, les pénalités restent identiques.

Prestations	Délais maximum	A compter de :	Pénalités associées
-------------	----------------	----------------	---------------------

Organisation de la visite de site	7 jours	A la réception du bon de commande	200 € / jour de retard Absence à la visite : 250 € / absence non justifiée
Opérations de bornage	10 jours	A la réception du bon de commande	200 € / jour de retard
Prestations urgentes	2 jours ouvrés	A la réception du bon de commande	300 € / jour de retard
Remise des livrables	15 jours	Fin de réalisation des opérations de relevés	250 € / jour de retard